



Après des semaines de « primaire » de la droite pour la désignation de son candidat à la prochaine présidentielle, les medias nous reprennent la tête avec la « primaire » de la gauche de gouvernement. Et après le dépôt de bilan de Hollande, qui a jeté l'éponge, ça se bouscule pour prendre la suite du monarque déchu.

On prend les mêmes et on recommence ?

Après avoir poussé Hollande vers la sortie, Valls s'est donc déclaré candidat pour 2017, démissionnant de son poste de premier ministre en essayant de jouer les hommes neufs. Tellement neuf... qu'il dit assumer à 100% le bilan de ce quinquennat d'attaques contre le monde du travail, dans la lignée de celui de Sarkozy.

Depuis 2012, le chômage, la précarité et la misère n'ont pas cessé d'augmenter. On estime à 9 millions le nombre de pauvres qui essaient de vivre avec moins de 1 000 € par mois. Quant à celles et ceux qui ont un emploi, c'est une pression continue, au nom de la compétitivité, pour leur imposer toujours plus dur et plus mal payé.

A l'inverse, les patrons et les plus riches ont été gâtés ! Avec le « pacte de responsabilité, puis le Crédit Impôt-Compétitivité-Emploi (CICE) et quantité d'autres subventions, ce sont des dizaines de milliards qui leur ont été distribués, alors que les plans de licenciement se multiplient.

Quand aux trois ex-ministres – Montebourg, Hamon et Peillon – croient-ils nous faire oublier qu'ils ont soutenu la politique de Hollande et qu'aujourd'hui, ils n'ont rien d'autre à proposer que de gérer loyalement les affaires du capitalisme ?

Contre la droite et l'extrême-droite

Sur la base des reculs imposés par le gouvernement Hollande-Valls, c'est vrai qu'une nouvelle offensive brutale se prépare pour faire encore baisser ce qu'ils osent appeler le « coût du travail ».

Fillon, le candidat de la droite, a choisi d'en faire son arme de campagne: 500 000 suppressions de postes de fonctionnaires, liquidation des 35 heures, semaines qui pourront atteindre 48 heures, destruction/privatisation de la Sécurité sociale et de l'Hôpital Public, recul à 65 ans minimum de l'âge de départ à la retraite, augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste, de 2%.

Marine Le Pen – qui espérait avoir face à elle Sarkozy et Hollande – a beau jeu de dire que Valls et Fillon, c'est la même chose. Et de prétendre qu'elle est anti-système, et

même « sociale » face à Fillon. Mais quel mensonge ! Elle, la fille du milliardaire, qui ne veut rien d'autre que gouverner en servant les intérêts du MEDEF et des classes dirigeantes dont elle fait partie.

Profitant de l'écœurement provoqué par les reniements des gouvernements socialistes qui ont poursuivi la politique de la droite, elle essaye de tromper les couches populaires en voulant faire croire que la cause de nos problèmes, ce serait la mondialisation, l'Europe et l'immigration et non la politique des patrons et des capitalistes.



Rien à attendre du résultat de la prochaine présidentielle !

Oui, il y a urgence à faire entendre une autre voix : celle des travailleurs, des privés d'emplois, des jeunes et des exclus de cette société, face à ces représentants des classes possédantes, du patronat et de la finance, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche de gouvernement.

Sans attendre, préparons nous à défendre les droits qui ont été arrachés par toutes les luttes menées au cours des décennies passées, contre ceux qui veulent les liquider pour nous exploiter davantage. Discutons entre nous de la construction d'un mouvement d'ensemble, dans la continuité de celui que nous avons mené pendant 4 mois, contre la « loi travail », mais qui aille jusqu'au bout pour gagner.

Voilà ce que le NPA défendra dans cette campagne électorale, avec la candidature de Philippe Poutou, ouvrier, candidat anticapitaliste et révolutionnaire.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**

ALEP : HALTE AU MASSACRE ! HALTE A LA BARBARIE !

Devant le monde entier, sans que cela suscite de réactions de dénonciation à la hauteur de ce qui se joue là-bas, Bachar El Assad et son allié Poutine ont décidé d'en finir avec les quartiers rebelles d'Alep. Bombardements meurtriers, destruction des écoles et hôpitaux : tout est programmé pour l'anéantissement d'Alep Est.

En donnant depuis trois mois la priorité à la guerre pour reprendre Mossoul à Daesh, la coalition internationale dirigée par les USA a laissé le champ libre à l'offensive russo-syrienne sur Alep. Résultat : la barbarie du régime syrien se déchaîne et rend la population syrienne otage soit de Daesh soit de groupes armés qui veulent avant tout liquider définitivement ce qui reste de la révolution syrienne.

Il n'y a rien à attendre d'Etats qui, des USA à la Russie, la Turquie, la France ou les monarchies du Golfe, pensent surtout en fonction d'intérêts stratégiques. Rien à attendre de gesticulations devant un Conseil de Sécurité de l'ONU paralysé à l'avance par le veto de Poutine. Ni Bachar, ni Daesh ! Seul un sursaut mondial de la solidarité internationale peut encore arrêter le bras des assassins.

LES PATRONS VOUDRAIENT FUSIONNER CDI ET CDD

Ne pas pouvoir mettre à la porte des salariés quand bon leur semble, voilà qui est insupportable aux patrons qui cherchent depuis des années à faire sauter le CDI. Les différents gouvernements ont beau être aux petits soins pour eux (comme avec les dernières lois Macron ou El Khomri), ils n'en ont jamais assez !

Les patrons du travail temporaire, qui font des profits gigantesques sur la précarité des travailleurs, viennent d'avoir une idée «géniale» : ils proposent de fusionner CDI et CDD en un « *contrat à droits progressifs* » qui supprimerait les contraintes qu'impose le CDI aux patrons. Il serait ainsi beaucoup plus simple et surtout « économique » pour eux de licencier en supprimant les quelques protections (déjà bien légères) qu'ont les salariés en CDI.

Sauf que le mouvement du printemps dernier a montré que nous sommes nombreux à refuser cette logique et prêts à défendre haut et fort que nos vies valent plus que leurs profits !

SARKOZY, CAHUZAC, LAGARDE PASSENT DE LA RUBRIQUE « POLITIQUE » A CELLE DE LA JUSTICE

Cahuzac, l'ancien ministre PS du budget avait pendant des semaines nié avoir des comptes en Suisse et à Singapour. Sarkozy collectionne les inculpations et les accusations, la dernière en date étant la réception de centaines de milliers d'euros en provenance directe de chez Kadafi. Quant à Florence Lagarde qui a succédé à Strauss Kahn à la tête du FMI la banque des banques mondiale, elle passe en jugement pour avoir appliqué l'arbitrage frauduleux en faveur de Tapie de 500 millions d'euros.

A croire qu'ils sont autant corrompus que les ballons d'or du foot ! Cette vie politique est coupée de la vie réelle de 90 % de la population. Trop, c'est trop : c'est bien tout un système qui fabrique ces pratiques protégées par une véritable omerta. voilà ce qu'il faut renverser en commençant par exiger le levée de tous les secrets bancaires et le révocabilité de tous les élus.

L'INTERIM ET LA PRECARITE, NOUVELLE NORME ?

Il y a plus de 10 % de chômeurs en France, et plus de 26 % parmi les jeunes (beaucoup plus chez les non ou peu diplômés). Et le nombre d'intérimaires ne cesse d'augmenter :

+ 7 % depuis un an, et déjà + 5 % en 2015.

Les secteurs les plus touchés sont ceux de l'Industrie, du Transport et de la Logistique. C'est bien sûr le cas dans cette période de fortes commandes où des entreprises comme les centres de distribution ... fonctionnent avec un nombre record de précaires. Mais c'est toute l'année que la précarité devient la norme. Dans l'automobile, certaines chaînes tournent quasi exclusivement avec des intérimaires, même en période d'activité «normale».

Les patrons et les actionnaires nous considèrent comme des kleenex, à jeter après usage. Nous, c'est tous les jours qu'on a besoin de manger et de vivre, c'est toute l'année que nous avons besoin d'un véritable salaire !

MARINE LE PEN DIT DEFENDRE LA SECU MAIS SON PROGRAMME EN SAPE LES BASES

Marine Le Pen a beau jeu de fustiger Fillon, qui veut « privatiser » la Sécu. Mais le chapitre « Fiscalité » du programme du FN - consultable sur son site - contient une proposition tout aussi inquiétante pour la Sécu. Celle-ci est, on le sait, financée par les cotisations prélevées sur nos salaires.

Le FN propose de ponctionner une partie de ces cotisations pour augmenter d'autant les petits salaires. Autant de ressources en moins pour la Sécu. Pour parer à la critique, le FN propose de combler le trou ainsi creusé par une taxe sur les importations. Ce qui rendra évidemment plus chers les produits concernés, par une sorte de « TVA sociale », payée par l'ensemble des consommateurs.

Etrange combine qui sape le principe de base d'une Sécu financée par les cotisations. Programme tout aussi inquiétant que celui de Fillon. Avec comme objectif clairement affiché : « augmenter le pouvoir d'achat des salariés sans grever la rentabilité des entreprises » !. Avec Marine Le Pen, les patrons peuvent dormir tranquilles.

JUSTICE DE CLASSE

Un jeune homme de 22 ans a volé du fromage, une bûche de chèvre, dans un supermarché Aldi de Toulouse. Son casier judiciaire était vierge. À l'audience, il s'est expliqué : « *J'avais faim. Cela faisait trois jours que je n'avais rien avalé.* » Résultat : trois mois de prison ferme. S'il avait volé 100 000 fois la même somme en fraudant l'impôt sur la fortune, il serait toujours en liberté...

CUBA : CASTRO EST MORT PAS L'ESPRIT DE LA REVOLUTION !

Fidel Castro sera identifié, à jamais, à la révolution cubaine : un immense soulèvement populaire qui a mis fin en 1959 à la dictature de Batista. Une révolution qui a changé la vie de la partie la plus pauvre de la population : accès à l'éducation, aux soins pour tous.

Une révolution qui aura été un immense espoir pour tous les peuples qui luttèrent pour leur libération nationale et sociale. C'est bien pourquoi les USA ont tenté - sans succès pendant 50 ans- de la mettre à genoux par un terrible embargo économique. Le fort ressentiment anti-impérialiste qui en a découlé a été un des éléments forts de la popularité de Castro.

Le NPA n'a aucune envie de discuter avec ceux qui se réjouissent de sa mort, et n'ont toujours rêvé que de l'échec de la révolution cubaine. Ce n'est pas le socialisme à Cuba, mais c'est justement en solidarité avec cette révolution que nous ne cachons pas nos désaccords : parti unique, répression, réintroduction de mécanismes capitalistes...A Cuba comme ailleurs, le socialisme, c'est l'avenir.